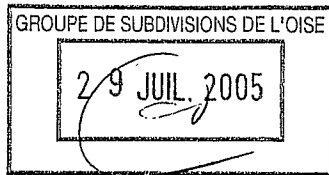


PREFECTURE DE L'OISE



Arrêté du 25 juillet 2005 de réalisation de travaux d'urgence et de mise en demeure concernant la société ECOVAL située à BREGY

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment les dispositions reprises au titre 1^{er} « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au code de l'environnement, livre V, titre I^{er} ;

Vu le décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances pris en application de l'article 8 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 l'environnement (codifiée au titre IV du livre V du code de l'environnement) ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 1991 réglementant les activités de la société METACHIMIE située sur le territoire de la commune de BREGY comprenant la régénération de solvants usés et la fabrication de spécialités chimiques par simple mélange à froid de solvants ainsi que des activités annexes de stockage, d'utilisation de liquides organo-halogénés ;

Vu le récépissé préfectoral du 21 octobre 1996 de la déclaration concernant la prise de possession par la société ECOVAL des installations précédemment exploitées à BREGY par la société METACHIMIE ;

Vu l'incendie survenu le 15 juillet 2005 dans l'enceinte de l'établissement de la société ECOVAL à BREGY au cours duquel plus de la moitié du bâtiment de fabrication et de

stockage a été détruite : effondrement de la toiture, de la structure métallique et des parois latérales ;

Vu les informations fournies le 15 juillet 2005 à l'inspecteur des installations classées par la responsable de la société ECOVAL qui a précisé que l'établissement n'effectuait plus de régénération de solvants et que les activités de l'établissement étaient constituées depuis plusieurs années (1998) par le négoce de fin de séries de peintures et de résines aqueuses, la fabrication par mélange de peintures et d'inhibiteurs de corrosion ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations classées et les propositions du DRIRE Picardie en date du 22 juillet 2005 ;

CONSIDERANT :

- que l'exploitant n'a pas pu préciser la nature et les quantités des produits stockés sur le site dans leur totalité, ni ceux détruits dans le cadre de l'accident susvisé ;
- que plusieurs centaines de fûts usagés sont stockés sur le site, à l'extérieur du bâtiment, sur des aires qui ne sont pas aménagées et ne sont pas associées à des capacités de rétention étanches capables de s'opposer en cas d'accident à la dispersion dans l'environnement, soit de leur contenu, soit des eaux pluviales souillées à leur contact ou encore des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, contrairement aux dispositions de l'article 13.6.3-2 de l'arrêté d'autorisation du 6 mars 1991 ;
- que ces fûts de récupération ne sont pas étiquetés et qu'aucune indication n'est disposée à proximité de leur lieu de stockage pour indiquer la nature de leur contenu, leurs risques et inconvénients ainsi que les précautions à prendre en cas d'accident ;
- que des fûts totalement incendiés et déformés par la chaleur étaient visibles le 15 juillet 2005 à l'extérieur du bâtiment ainsi que des dépôts de substances pâteuses au pied d'autres fûts stockés dans leur voisinage, dans une zone de stockage non associée à une capacité de rétention étanche ;
- que les eaux d'extinction de l'incendie mises en œuvre par les Services de Secours et d'Incendie n'ont pas été confinées sur le site dans des bassins ou cuvettes de rétention, mais qu'elles se sont infiltrées dans les sols ;
- *que l'environnement du site exploité par la société ECOVAL comporte des zones de culture sensibles à une pollution éventuelle ;*
- que le site de la société ECOVAL à BREGY comporte un puits qui permettait les prélèvements d'eau dans la nappe souterraine et que la nappe d'eau souterraine présente au droit du site est susceptible d'être utilisée à des fins d'alimentation en eau potable ;
- qu'aucune déclaration de cessation définitive partielle de cessation d'activité conforme aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé n'a été notifiée au Préfet de l'Oise et qu'en conséquence le site reste soumis aux dispositions de l'arrêté

préfectoral du 6 mars 1991 pris en application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- qu'en application de l'article 39 du décret du 21 septembre 1977, le Préfet peut décider que la remise en service d'une installation momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation sera subordonnée, selon le cas à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration ;
- la gravité et l'ampleur des effets de l'incendie précité dont les causes et origines ne sont pas connues à la date du 21 juillet 2005,
- que l'article L 514-1 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;
- qu'en application de l'article L 512-7 le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires, soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts, protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 précités et que ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente ;
- que la dispersion et les retombées des produits de décomposition et des fumées de l'incendie de produits chimiques ainsi que l'entraînement et l'infiltration des eaux d'extinction sont susceptibles d'entraîner une contamination des sols, de cultures, des eaux souterraines et superficielles dont la nature, l'ampleur et l'étendue sont inconnues à ce jour mais sont susceptibles d'avoir de graves conséquences pour la santé publique et pour l'environnement ;
- que ces fûts hétéroclites contenant des produits indéterminés en nature et en quantité, stockés pour l'essentiel en plein air et sans précautions particulières vis à vis des écoulements accidentels ou chroniques constituent une menace pour la qualité de l'environnement ainsi que le cas échéant pour la sécurité du site, de son voisinage et des éventuels intervenants et services de secours en cas de sinistre ;
- qu'en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, il convient en conséquence et conformément aux dispositions de son article L512-7, de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les émissions atmosphériques et aqueuses de l'incendie ainsi que les dangers ou inconvénients pouvant résulter de la présence sans précautions de substances non identifiées ;
- que l'urgence de la réalisation desdites évaluations et de la mise en œuvre de ces mesures est incompatible avec les délais de consultation de la Commission Départementale Compétente en Matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques et que ces dispositions peuvent de ce fait être prescrites par le Préfet sans avis préalable de cette commission ;

SUR PROPOSITION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE L'OISE

ARRETE

ARTICLE 1 : REMISE EN SERVICE

En application des dispositions de l'article 39 du décret du 21 septembre 1977, la remise en service des activités et installations du site de BREGY de la société ECOVAL qui a été gravement affecté par l'incendie du 15 juillet 2005 est subordonnée, selon le cas à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration.

Tout nouvel apport de substances sous quelque forme ainsi que toutes opérations telles que la transformation chimique ou physique, les mélanges divers sont interdits jusqu'à l'aboutissement des procédures de déclaration ou d'autorisation.

ARTICLE 2 : RAPPORT D'ACCIDENT

La société ECOVAL est tenue de se conformer aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 en transmettant à M. le Préfet et à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précisera notamment :

1. les circonstances et causes de l'accident,
2. les effets sur les personnes et l'environnement,
3. les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen et long termes.

Une première version de ce document sera remise au Préfet de l'Oise au plus tard 8 jours à compter de la notification du présent arrêté. Elle indiquera les investigations et études en cours ainsi que l'échéancier prévisionnel de remise de la version définitive. Elle devra comporter un inventaire précisant la nature et les quantités des produits stockés dans la partie du bâtiment détruit par l'incendie et préciser la nature et la quantité des substances consommées ainsi que des substances et emballages simplement détériorés par l'incendie.

MISE EN SECURITE, EVALUATION ET PREVENTION DES CONSEQUENCES DE L'INCENDIE

ARTICLE 3 : INVENTAIRE ET MISE EN SECURITE DES PRODUITS

La société ECOVAL est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 13.6.3-2 de l'arrêté d'autorisation du 6 mars 1991 :

- au plus tard sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des produits et substances (matières premières, produits finis et intermédiaires, déchets) encore présents sur le site devront être étiquetés et stockés par catégories et compatibilités sur des aires étanches et associées à des capacités de rétention étanches.

- Dans l'attente de cette mise en sécurité et au plus tard 10 jours à compter de la notification du présent arrêté, la société ECOVAL établira et adressera au Préfet de l'Oise un inventaire des substances qui indiquera notamment pour chaque emballage ou chaque lot vis à vis des substances contenues :
- la nature et la quantité du produit stocké (masse, volume, nombre de fûts et d'emballage pour les lots),
- les risques et inconvénients,
- l'origine,
- la destination et les transformations qui seront opérées sur le site,
- la date d'arrivée sur le site,
- sa localisation actuelle et projetée sur le site,
- l'échéance prévisionnelle d'expédition.
- Cet inventaire est tenu à jour des expéditions de déchets divers, de substances, matières premières et produits finis expédiés depuis le site à compter de la notification du présent arrêté. Les mises à jour sont communiquées à sa demande à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 : MISE EN SECURITE DU SITE → 10.15.11

La société ECOVAL est tenue de procéder à un état des lieux en vue de déterminer et de mettre en œuvre les mesures adaptées de mise en sécurité du site afin d'éviter tout nouvel accident ou incident.

Elle définira sous sa responsabilité :

- les évaluations, mesures de sécurisation, confortement et de remise en état d'installations, d'équipements et de structures, conditions, consignes et procédures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité pendant les travaux et interventions à effectuer sur le site, notamment en application du présent arrêté ;
- les conditions spécifiques de réalisation des travaux de mise en sécurité du site et de ses installations ;
- les zones pouvant présenter des risques à la suite de l'incendie. Leurs limites seront matérialisées et le risque affiché ;
- les conditions et restrictions d'accès aux tiers ainsi que les mesures de sécurité à mettre en œuvre par les entreprises et intervenants admis par l'exploitant.
- Cet état des lieux et des mesures prises et à prendre seront communiqués au Préfet de l'Oise au plus tard 48 h après la notification du présent.

ARTICLE 5 : ÉVALUATION DES RISQUES, POLLUTIONS ET INCONVENIENTS POTENTIELS INDUITS PAR L'INCENDIE

Analyses d'urgence

L'exploitant fera réaliser par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, des prélèvements et analyses sur l'eau du puits de l'usine en vue de caractériser l'impact éventuel de l'infiltration des eaux d'extinction et des eaux pluviales infiltrées depuis l'incendie.

Il constituera des échantillons représentatifs des suies et résidus de combustion dans les différents secteurs du bâtiment ravagés par l'incendie. Le nombre et la position des prélèvements devront être justifiés par l'exploitant au vu de l'objectif poursuivi d'évaluation de la nature des toxiques ou polluants susceptibles d'avoir été touchés ou émis dans l'eau ou dans l'air pendant et après l'incendie.

Les analyses porteront au moins sur les éléments suivants :

- **métaux** : Ag, Cd, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, Pb, Fe, Ti
- **hydrocarbures totaux**
- **Hydrocarbures aliphatiques halogénés** : bromoforme, chloroforme, chlorure de vinyle, 1-2 dichloroéthane, 1- dichloroéthylène, 1-2 dichloroéthylène (cis), dichlorométhane, 1-2 dichloropropane,
- 1-3 dichloropropène, hexachlorobutadiène, tétrachloroéthylène, tétrachlorométhane, 1,1,1 trichloroéthane, trichloroéthylène
- **BTEX** : benzène, éthylbenzène, styrène, toluène, Xylènes totaux
- **Hydrocarbures polycycliques aromatiques** : anthracène, benzo(a) anthracène, benzo(k) fluoranthène, chrysène, benzo(a) pyrène, fluoranthène, indéno(1,2,3-c,d) pyrène et naphthalène.

Les résultats d'analyse, la justification et le plan de prélèvement des résidus de combustion ainsi que les commentaires et les mesures le cas échéant, projetées par l'exploitant pour limiter la pollution éventuelle seront adressés au Préfet de l'Oise dès réception et au plus tard trois semaines à compter de la notification du présent arrêté.

Evaluation de l'impact

Un « diagnostic initial » des effets potentiels de l'éventuelle pollution en particulier sur la santé des personnes, la qualité sanitaire des produits de l'agriculture environnante ainsi que des eaux souterraines qui sera réalisée conformément au « Guide de Gestion des sites (potentiellement) pollués » publié par le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable disponible auprès des Editions du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Le plan d'échantillonnage sera établi sur la base de la liste des produits réceptionnés sur le site depuis sa mise en service ainsi que sur les composés de dégradation et substances émises par l'incendie du 15 juillet 2005 et les autres accidents susceptibles d'être intervenus antérieurement.

Au vu des conclusions de ce diagnostic initial, l'exploitant proposera toutes mesures appropriées pour limiter les effets potentiels sur les personnes et l'environnement qui seraient mises en évidence.

Le rapport de diagnostic et les premières propositions de l'exploitant seront remises au Préfet de l'Oise au plus tard 2 mois après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : EAUX PLUVIALES

Dès notification du présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article 13.6.1 la société ECOVAL prend toute disposition pour assurer le confinement dans une capacité de

stockage étanche des eaux pluviales potentiellement contaminées et notamment les eaux ayant ruisselé dans les locaux sinistrés,

Le rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel ne pourra se faire qu'après avis de la police de l'eau et de l'inspection des installations classées et accord de M. le Préfet au vu des résultats d'analyses produits par la société ECOVAL visant à rechercher et quantifier les pollutions possibles. En cas d'impossibilité de rejet dans le milieu naturel, ces eaux seront éliminées dans les conditions prévues à l'article 5.2. ci-après.

ARTICLE 7 : DECHETS ET AUTRES MATERIAUX SOUILLES

Les substances totalement ou partiellement calcinées ainsi que leurs emballages, les matériaux divers et déchets contenant des substances polluantes ou dangereuses et leurs produits de dégradation ainsi que ceux souillés par de telles substances sont des déchets.

Le stockage puis l'évacuation de ces déchets devront être effectués conformément aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1991 dans des conditions de sécurité propres à éviter tout risque d'accident et d'atteinte à la santé des personnes et à la qualité de l'environnement.

Ils ne pourront être éliminés que dans des installations dûment autorisées à les recevoir, à les traiter ou à les éliminer.

Le stockage de ces matériaux et déchets en attente d'élimination sera notamment réalisé dans des emballages et contenants adaptés et dûment identifiés. Ils devront être disposés sur des aires étanches et associés à des capacités de rétention étanches.

ARTICLE 8 : SIGNALEMENT D'AUTRES RISQUES

L'apparition ou la détection de toute anomalie, circonstance ou évolution susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement sera signalée sans délai au Préfet avec les éléments d'appréciation.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 9 : NON RESPECT DES DISPOSITIONS

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L-514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

ARTICLE 10

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la

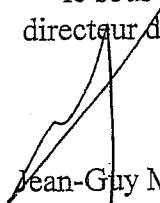
date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 11

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de BREGY, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beauvais, le 25 juillet 2005

pour le préfet,
le sous préfet
directeur de cabinet



Jean-Guy MERCAN